



RÉSEAU EUROPEEN DE REINTEGRATION (ERIN) ACTION SPECIFIQUE NOTE D'INFORMATION

RÉPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE (Aussi disponible en Anglais)

Assistance à l'arrivée et à la réintégration des ressortissants Ivoiriens de retour d'Australie, d'Autriche, de la Belgique, de Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, de Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Roumanie, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni.

ASPECTS GÉOGRAPHIQUES DE LA CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire

Pays d'Afrique occidentale baigné bordé par le golfe de Guinée, la Côte d'Ivoire, d'une superficie de 322 460 km², est frontalière du Liberia (580 km) et de la Guinée (610 km) à l'ouest, du Mali (370 km) et du Burkina Faso (490 km) au nord et du Ghana (640 km) à l'est.

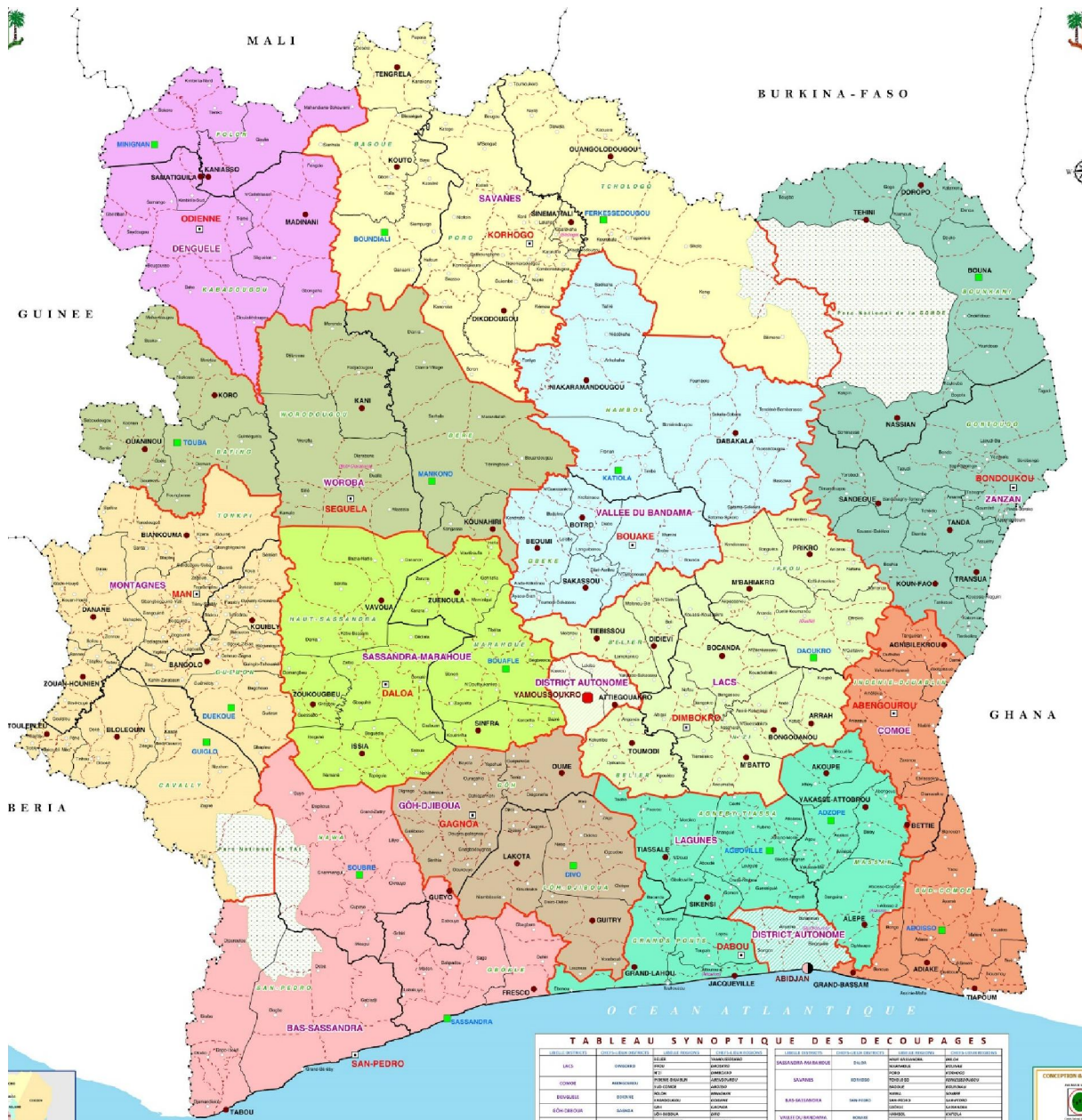
Données démographiques

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES						
22 671 331	48,30%	24,20%	2,60%	42,00%	49,70%	50,30%
d'habitants	femmes	étrangers	Taux de croissance annuel	Proportion de la population entre 0 et 14 ans	Proportion de la population en zone en rurale	Proportion de la population en zone en urbaine
<i>source: Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014; Banque Mondiale, 2015.</i>						

Découpage administratif

La Côte d'Ivoire compte au total 14 districts dont deux sont des districts autonomes (Abidjan et Yamoussoukro), les 12 autres sont subdivisés en 31 régions. Le pays est également subdivisé en 108 départements et 504 sous-préfectures.

Carte de la Côte d'Ivoire



1. APERÇU DU PROJET ERIN ACTION SPECIFIQUE:

L’ERIN (Réseau européen de réintégration) Action Spécifique est un programme conjoint de retour et de réintégration qui va du 1er Juin 2016 au 31 Mai 2017 et vise à mettre en œuvre un retour durable et la réintégration des ressortissants de pays tiers dans leur pays d'origine, avec la coopération entre les Etats participants. Ce programme est une continuation des projets ERI et ERIN commencé en 2011, financé par les Fond Européen au Retour – Action Commune. La Commission de l’Union Européenne (Fonds européen pour le retour de l'UE – Actions communautaires) finance le programme avec le co-financement des dix-huit Etats partenaires d’ERIN (à savoir : l’Autriche, l’Australie, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France,

l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Malte, des Pays-Bas, la Norvège, la Roumanie, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni).

Le projet est mis en œuvre par dix-neuf institutions partenaires européennes (Ministère de l'Intérieur d'Autriche, Département de l'Immigration et de Protection des Frontières d'Autriche, Australie- Office Fédéral d'Immigration et l'Agence fédérale belge pour l'accueil des demandeurs d'asile - Belgique, Ministère des Affaires Etrangères- Danemark, Finish Service d'Immigration- Finlande, Office Français de l'Immigration et de l'Intégration- France, Office Fédéral des migrations et des réfugiés- Allemagne, Ministère Public de Protection du Citoyen et de maintien d'Ordre- Grèce, Ministère de l'Intérieur- Italie, Ministère Européen des Affaires Etrangères- Luxembourg, Ministère de l'Intérieur et de Sécurité Nationale- Malte, Service du Rapatriement et du Départ- Hollande, Direction Norvégienne d'Immigration- Norvège, Inspection Générale d'Immigration- Roumanie, Intégration de Migrants et gestion de Frontières- Espagne, Agence de Migration Suédoises- Suède, Secrétariat d'Etat pour les Migrations-Suisse, et le Home Office britannique – Immigration (UKHO)) ainsi que les fournisseurs de services locaux sélectionnés dans les pays de retour.

2. MISSION DE L'OIM

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été créée en 1951 pour aider les gouvernements à gérer les migrations et aider les migrants dans le processus de migration. L'OIM est attachée au principe que la migration humaine et ordonnée bénéficie aux migrants et à la société.

Aujourd'hui, avec 401 bureaux et représentations à travers le monde, ce sont 165 États qui adhèrent. L'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration. Entre autres activités, l'OIM soutient les personnes partout dans le monde dans l'aide au retour volontaire et à la réintégration à travers son programme (AVRR). Depuis 1979, les activités du programme AVRR de l'OIM ont augmenté pour inclure plus de 100 projets, aidant les individus qui reviennent dans quelque 160 pays à travers le monde. Dans la seule dernière décennie, l'OIM a aidé plus de 3,5 millions de migrants à retourner volontairement dans leur pays d'origine.

L'OIM travaille avec ses partenaires de la communauté internationale à travers des rencontres et des sommets pour parler des défis de la migration. Chercher à faire comprendre les concepts de migration et encourager le développement économique et social à travers la migration pour développer le bien-être et les droits humains des migrants.

3. INFORMATIONS AVANT LE DÉPART

Avant le départ les rapatriés potentiels sont informés par les institutions respectives, partenaires des services d'ERIN qui sont disponibles pour eux à leur retour. Le conseiller identifiera le type d'assistance à fournir en fonction du profil et des besoins identifiés dans la demande des renseignements. Chaque institution partenaire donnera conseils dans les centres d'accueil et les centres de détention administrative et fournira des conseils avant le départ pour les rapatriés potentiels résidant dans les centres. Les réunions devraient être faites de manière informelle et amicale pour assurer que les participants comprennent clairement l'objectif de la réunion et soient à l'aise pour poser des questions.

Les renseignements suivants doivent être fournis avec un accent particulier:

Fournir les coordonnées des bureaux locaux de l'OIM aux bénéficiaires avant le départ.

Définir autant que possible le kit ou le montant de réintégration avant le départ, ou informer le demandeur du type et de la quantité des bourses de réinsertion auxquelles il / elle doit s'attendre.

- ✓ Les ressortissants qui choisissent de retourner volontairement seront incités par des programmes (kit ou le montant) de réinsertion plus grands que ceux retournés par les institutions partenaires de manière non volontaire.
- ✓ OIM aidera les rapatriés non volontaires une fois qu'ils auront été officiellement admis et seront rentrés en Côte d'Ivoire.
- ✓ Encourager le bénéficiaire du projet à traduire tous les documents médicaux pertinents et / ou certificats d'études et de formation avant le retour, dans la langue officielle du pays de retour, ou (si pas possible), en anglais. Cela aidera l'enregistrement des rapatriés dans leurs institutions locales et facilitera leur suivi médical.
- ✓ Avant de retourner les groupes cible (y compris les rapatriés volontaires et non volontaires) seront informés par les conseillers sur les Institutions partenaire et sur l'aide apportée par l'OIM dans le pays de retour.
- ✓ L'aide au retour sera fourni par l'Institution partenaire, tandis que l'OIM fournira une aide à la réintégration qui permettra aux rapatriés de construire leur vie de façon indépendante.
- ✓ Les réunions de consultation et d'information peuvent être plus efficaces si elles sont menées sur une base régulière.

Les considérations sociales et économiques doivent être prises en compte lorsque l'on envisage le retour de personnes potentiellement vulnérables, comme les femmes, les enfants et les personnes âgées ou avec de petits enfants. Dans de tels cas, la réintégration dans un environnement socialement et religieusement conservateur présente des défis supplémentaires.

Enfants migrants non accompagnés (UMC):

Les mineurs non accompagnés de retour de certains pays sont admissibles dans le cadre du projet d'ERIN, sur arrangement préalable. Bien qu'il existe des différences entre les exigences des bailleurs de fonds, il existe une procédure bien-fondé de ce qui est propice à toutes les parties prenantes.

Les mineurs non accompagnés sont assistés au cas par cas par l'OIM selon les paramètres généraux suivants:

1. L'OIM doit avant le retour :
 - a) confirmer l'identité des tuteurs légaux à la fois dans le pays d'accueil et le pays d'origine; et cela se matérialise par une enquête de retraceur familiale ;
 - b) vérifier la détermination du meilleur intérêt du mineur ;
 - c) confirmer qu'une évaluation OIM de la famille dans le pays d'origine a été achevée par le rapport de l'enquêteur OIM auprès des parents ou tuteurs ;
2. L'assistance de l'OIM sera déterminée par le résultat du processus de soumission et de la volonté confirmée de l'enfant à retourner.

3. En raison de la vulnérabilité inhérente des UMC, et l'intérêt de l'Organisation dans le maintien des plus hauts standards de protection et d'assistance, l'OIM en général adhère aux positions politiques de l'UNICEF sur la protection des enfants.

4. Avant de déterminer que l'AVRR est mineur non accompagné, l'OIM doit:

a) Recevoir des lettres de confirmation des tuteurs légaux à la fois dans le pays d'accueil et le pays d'origine confirmant que le retour dans le pays d'origine est dans le meilleur intérêt de l'enfant.

b) Procéder à une évaluation de la famille et confirmer l'identité des parents ou tuteurs légaux et qu'ils sont prêts et capables de prendre soin de l'enfant jusqu'à ce qu'il / elle a atteint l'âge de 18 ans, et pour déterminer la faisabilité de l'aide par l'OIM.

Aide au retour non volontaire (les retours non sous la coupe de l'OIM) :

L'OIM peut aider les rapatriés non volontaires qui sont admis dans leur pays d'origine, aussi longtemps que le pays qui envoie et le pays d'accueil ont signé un accord bilatéral avec le gouvernement de Côte d'Ivoire. L'OIM devra obtenir la confirmation de l'institution Partenaire à ERIN que le gouvernement dans le pays d'origine a donné son consentement avant de s'engager à l'assistance du retourné.

L'assistance à l'arrivée: le premier contact avec les retournés ne peut avoir lieu une fois qu'ils ont effectué toutes les procédures liées à l'entrée dans le pays. A l'Aéroport la présence de l'OIM aux zones d'entrée est en dehors des zones de traitement d'immigration et des douanes.

Aide à la réintégration: l'OIM peut soutenir ces retournés d'ERIN avec l'aide à la réinsertion, si cette aide est jugée appropriée, et seulement une fois que le processus de retour a été conclu. Cependant, l'OIM ne peut pas être un acteur déterminant dans le processus de retour forcé.

4. L'OIM ABIDJAN EN COTE D'IVOIRE:

Depuis son indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire est un des principaux pays d'immigration d'Afrique de l'Ouest mais la crise politique de 2002 a engendré un ralentissement de l'immigration et un accroissement de l'émigration.

La Côte d'Ivoire est devenue un Etat membre de l'OIM en juin 2000 et depuis cette date, l'OIM est représentée en Côte d'Ivoire. Elle joue pleinement son rôle d'organisation internationale leader en matière de gestion de la migration. L'OIM Côte d'Ivoire est rattachée au bureau régional de l'OIM pour l'Afrique centrale et de l'Ouest basé à Dakar, au Sénégal. L'OIM Abidjan Côte d'Ivoire a des relations solides avec le gouvernement Ivoirien et les Organisation humanitaire présente en sur le terrain. Des relations basées sur la confiance et la reconnaissance de l'intervention de l'OIM en tant que acteur neutre, et crédible. Parmi les autres activités, l'OIM Côte d'Ivoire se concentre sur le renforcement des capacités, le retour et la réintégration, la gestion des frontières, la promotion de l'intégration de la migration dans la planification et les programmes de développement et encouragement des liens avec les Ivoiriens de la Diasporas. Dans le cadre de ses activités, l'OIM Abidjan Côte d'Ivoire (par l'intermédiaire de son département des opérations), s'attèle à faciliter régulièrement le retour et la réinsertion des migrants ivoiriens qui veulent retourner volontairement chez eux. La plupart de ces migrants proviennent de divers pays d'Afrique, notamment l'Afrique du nord et d'Europe. L'OIM en

coordination avec ses bureaux dans les pays de destination facilite le retour aérien des migrants vers Abidjan en Côte d'Ivoire. Les membres du personnel de l'OIM accordent à l'aéroport le soutien nécessaire pour assurer les différentes formalités à l'aéroport et faciliter le passage des migrants vers leurs quartiers d'origine en coordonnant les modalités de transport.

POINT FOCAL OIM POUR L'ERIN EN COTE D'IVOIRE

Mr. MOLO RUFFIN, Assistant-Logistique, Point focal AVRR,

Joignable du Lundi au Jeudi, de 08:00 à 17:30 (GMT)

Vendredi, de 08:00 à 13:30

Email: rmolo@iom.int

Téléphone:+225 22 52 82 00

+225 45 73 79 54

5. LES SERVICES ERIN AVRR FOURNIS PAR L'OIM ABIDJAN

Les services proposés aux bénéficiaires ERIN par l'OIM Abidjan commencent dès l'arrivée de la personne en Côte d'Ivoire.

Le programme d'aide à la réintégration est livré en nature et les montants varient selon différents critères tels que :

- ❖ le pays à partir duquel le migrant retourne chez lui ;
- ❖ les primes nationales à la réintégration ;
- ❖ le type de retour ainsi que le profil et les besoins des bénéficiaires.

Des services supplémentaires liés à la réintégration seront fournis aux mineurs non accompagnés. Après l'analyse et l'évaluation des candidatures, avant le départ, par l'institution de l'Etat membre de l'UE et l'identification des besoins après le retour; les services suivants seront disponibles pour les bénéficiaires ERIN:

A. ASSISTANCE AU CAS PAR CAS A L'ARRIVEE A L'AEROPORT

- ✓ accueillir les migrants tout en assurant un service d'information et d'orientation
- ✓ Fournir une aide au transport: À votre demande, l'OIM peut offrir le transport ultérieur vers la destination finale dans le pays, et les frais seront couverts par la subvention de réinsertion.
- ✓ Les renvois à des soins médicaux d'urgence pour assurer la continuité de traitement
- ✓ L'hébergement d'urgence (à la demande pré-départ uniquement)
- ✓ Petite subvention en espèces pour les achats immédiats

B. ASSISTANCE A LA REINTEGRATION

Du personnel OIM qualifié offrira, dès le retour, une session d'assistance étendue en matière de réintégration et ce, au sein des bureaux de l'OIM Abidjan, Côte d'Ivoire situé au **II plateau Vallon, rue J 107, lot 1616**. Les agents du bureau des Opérations et Logistique, informeront les migrants et leur famille sur les possibilités de réintégration, ils les aideront à planifier leur stratégie de réinsertion et les conseilleront sur la manière la plus judicieuse et constructive d'utiliser leur subvention, en tenant compte de leurs besoins et de leurs acquis, ainsi que des

ressources disponibles (subventions définies, capacités individuelles et capital social et économique).

Les bourses de réinsertion peuvent être utilisées pour les services de réinsertion suivante:

- ❖ **Le soutien aux micro-entreprises:** Aide pour le lancement, la reprise ou le partenariat dans le cadre d'une activité de micro-business afin d'assurer l'autonomie économique et la création de revenus etc.
- ❖ **L'allocation de subventions salariales pour encourager l'emploi:** l'OIM Abidjan peut vous référer à travers son réseau de partenaires à des employeurs potentiels, et vous montrer comment fonctionne les sites de recrutement pertinent. Si vous obtenez un emploi, votre aide à la réintégration sera publié comme une subvention de salaire.
- ❖ **L'inscription à une formation professionnelle pour améliorer vos compétences et l'employabilité:** les formations peuvent être identifiées en fonction de la disponibilité, de l'expérience de travail antérieure, de l'éducation, de l'intérêt, et de la demande du marché local pour des compétences spécifiques.
- ❖ **Hébergement temporaire** pour répondre aux besoins immédiats de logement.
- ❖ **Couverture des coûts médicaux** (médicaments, consultations) pour vous permettre d'accéder aux soins de santé au retour.
- ❖ **Couverture pour frais administratifs, judiciaires** pour vous permettre de vous enregistrer localement.

C. SOUTIEN ADMINISTRATIF ET RÉFÉRENCES

L'OIM peut vous fournir un soutien administratif et des renvois à:

- services nationaux, régionaux et locaux (gouvernementaux, non gouvernementaux, secteur privé, etc.)
- organisations micro financières
- inscription dans les écoles et les établissements d'enseignement
- formation professionnelle et socio-professionnelle
- assistance médicale spécialisée
- assistance psychosociale
- réseau social local
- conseils juridiques

6. APPROCHE GEOGRAPHIQUE DE LA COTE D'IVOIRE

TRANSPORT

Le transport en Côte d'Ivoire est un domaine où le pays s'est bien illustré. Les infrastructures de transports sont largement plus développées que dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, malgré une crise qui a empêché leur entretien régulier ou leur développement. Tous les quartiers de la ville d'Abidjan ainsi que les villes de l'intérieur sont reliés par des voies bitumées.

DEMARRAGE D'UN MICRO-BUSINESS

Les jeunes optent souvent pour le développement des micro-entreprises dans les domaines du commerce (vente d'appareil électro-ménagers et téléphones cellulaires), les services, transports, de l'agroalimentaire, de l'agriculture, et de l'élevage.

Les institutions de micro finance appuient les projets de jeunes et les femmes avec des taux d'intérêt bonifiés.

Notez que les banques commerciales avec des taux de crédit élevés ne facilitent pas l'accès pour les jeunes entrepreneurs.

ÉDUCATION:

L'éducation constitue un droit fondamental, indispensable au développement de l'individu et de la société et nécessaire au bien-être de tous et chacun. Tous les enfants, filles et garçons équitablement, ont droit à une éducation de base de qualité.

Pour disposer des ressources humaines indispensables à son émergence à horizon 2020, la Côte d'Ivoire s'est fixée l'objectif ambitieux d'offrir une scolarisation obligatoire à tous les enfants âgés de 6 à 16 ans, et a entamé la réforme du collège, notamment pour accroître l'offre en milieu rural. Avec 42 % de la population âgée de moins de 15 ans en 2014 (RPGH), la population ivoirienne est extrêmement jeune.

Au niveau du préscolaire, les infrastructures du Préscolaire se composent de 1.069 écoles dont plus de 60% d'écoles complètes (école ayant les 3 niveaux d'études : petite, moyenne et grande section). L'effectif des élèves s'élève à 64.136 élèves dont 31 562 filles soit 49,2%.

Dans le primaire, la Côte d'Ivoire dispose de 9.758 écoles primaires. Parmi ces écoles, figurent 33 écoles communautaires et 6 écoles islamiques. La proportion d'écoles complètes (école comportant tous les niveaux du primaire) s'élève à 79,2 %. Dans le privé, la quasi-totalité des écoles ont une structure complète (93,2%). Ce qui permet de dénombrer 53 745 salles de classes avec 11,4% réservé au privé. La population des élèves du primaire s'élève à 2 383 359 dont 1.065.371 filles (44,7%).

Dans l'enseignement secondaire général premier et second cycle réunis, la Côte d'Ivoire compte au total 829 établissements avec 68,5% dans le privé.

L'Administration de l'enseignement est centralisé (dépend du gouvernement central) et est placé sous le contrôle et la coordination de deux ministères : le ministère de l'Education National et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les Universités publiques et privées se comptent par dizaines à travers le pays. Il y a beaucoup d'Universités, principalement dans les grandes villes avec plusieurs disciplines et diplômes. Dans le cadre de l'harmonisation des cursus d'enseignement supérieur, le cursus universitaire Ivoirien s'organise autour de trois diplômes nationaux : la licence, le master et le doctorat.

SOINS MÉDICAUX

En raison de plusieurs problèmes de guerre civils et politiques, le secteur médical en Côte d'Ivoire est médiocre et il ne peut généralement pas fournir un traitement adéquat des soins de santé à sa population. Ce pays est en pénurie d'installations médicales, de médecins et de médicaments. Selon les statistiques, l'âge moyen de durée de vie est de 44 ans. Les habitants doivent faire face à un grand nombre de pathologies liées au SIDA et VIH et, en général, aux maladies tropicales. Cela entraîne une forte mortalité chez les enfants.

Les installations médicales et le nombre de médecins et de lits d'hôpitaux disponibles pour la population totale sont trop faibles. Alors qu'à Abidjan, les services de santé sont généralement de meilleure qualité, les autres zones rurales n'ont pas d'hôpitaux appropriés ni d'infirmières et de médecins.

Comme dans la plupart des pays soumis à la malaria et autres maladies tropicales, il est fortement recommandé de se faire vacciner avant de se rendre en Côte d'Ivoire. Il est conseillé de dormir avec une moustiquaire pendant la nuit et de porter des vêtements couvrant les parties du corps.

Traitement du VIH-SIDA: plusieurs hôpitaux et cliniques dans le secteur privé tout comme dans le secteur public prennent en charge les cas de traitement du VIH-SIDA à Abidjan et à l'intérieur du pays. Le traitement est souvent gratuit. Cependant, certains patients payent le traitement lorsqu'ils ne peuvent pas y avoir accès. Ceux qui le payent évitent les hôpitaux, pour des raisons personnelles. Beaucoup d'ONG ont été créés pour s'occuper de personnes infectées. Ils sont réunis dans plusieurs plateformes pour soutenir les orphelins, veuves et veufs qui vivent avec le virus.

Pyramide sanitaire	
Niveau de premier contact	
Centres de santé urbains	409
Centres de santé ruraux	760
Formations sanitaires urbaines	13
Niveau de premier recours	
Hôpitaux généraux	48
Hôpitaux psychiatriques	2
CHU, centres et instituts spécialisés	
Centres hospitaliers régionaux	17
Centres hospitaliers universitaires	4
Instituts spécialisés	9

LOGEMENT

Il est difficile de décrire la situation de l'habitat en Côte d'Ivoire. Il existe certes, des Agences immobilières mais, Il n'y a pas de véritables qui puissent donner une information fiable sur la disponibilité, la location ou la vente de l'immobilier. Bien que la location soit le type général de logement, ceux qui ont de l'argent et de l'opportunité achètent de portions de terre pour construire eux-mêmes leurs habitations ou s'inscrivent dans des projets immobiliers.

Il n'y a pas d'interdiction administrative pour acheter un terrain, mais il faut être prudent dans la conclusion de l'achat car plusieurs personnes se font escroquer en achetant une propriété déjà achetée par un ou plusieurs autres personnes. Les démarcheurs jouent un rôle important de facilitation car ils ont de contacts réguliers avec les propriétaires de maisons ou d'appartements à vendre ou à louer. Leur rétribution est de 10 % de la transaction ou l'équivalent d'un mois de loyer.

Temporaire à l'arrivée: l'OIM peut fournir aux rapatriés un hébergement temporaire à l'hôtel pour au moins 24 heures à leur retour. Les prix de chambres varient de 10.000F à 50.000F CFA la nuitée, avec +/- 8.000f CFA par repas pour les classes moyenne.

Louer un logement: En général, il y a un nombre suffisant de maisons et appartements disponibles à Abidjan et dans tout le pays. Le prix pour l'achat ou la location d'une résidence varie et dépend du quartier, de la commune ou de la ville.

Loyer mensuel moyen à Abidjan: le taux moyen pour un appartement de deux chambres dans un bon quartier résidentiel est d'environ 100.000 f CFA - 500.000F CFA par mois.

EMPLOI

Heures de travail: La semaine de travail en Côte d'Ivoire est basée sur une semaine de 40 heures. Les horaires de travail sont les suivants le Matin : de 7h30 à 12h30 et l'Après-midi : de 13h30 à 16h30. En Côte d'Ivoire, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) au travailleur du secteur privé et public est, fixé à 60.000FCFA.

7. DONATEURS ERIN

Le Programme ERIN Action Spécifique est financé par la Commission Européenne (Fonds européen pour le retour et la réintégration de l'UE- AMIF), avec les 18 Pays partenaires participants (à savoir : l'Allemagne, l'Autriche, l'Australie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège, la Roumanie, la Suède, et la Suisse).

Liste des pays partenaires au programme ERIN Action Spécifique et de leurs institutions.		
Ordre	Les Pays Partenaires	Les Institutions Partenaires
1	Autriche	Ministère de l'Intérieur
2	Australie	Département d'Immigration et de protection des Frontières
3	Belgique	FEDASIL
		Office Fédéral d'Immigration
4	Danemark	Ministère des Affaires Etrangères
5	Finlande	Service d'Immigration Finlandais
6	France	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
7	Allemagne	Office Fédéral des Migrations et des Réfugiés
8	Grèce	Ministère de l'ordre Public et de la protection au citoyen
9	Italie	Ministère de l'Intérieur
10	Luxembourg	Ministère des Affaires Européennes et Etrangères
11	Malte	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité Nationale
12	Pays-Bas	Service du Rapatriement et du Départ
13	Norvège	Direction Norvégienne d'Immigration
14	Roumanie	Inspection Générale pour les migrations
15	Espagne	Intégration des migrants au Bureau de Migration
16	Suède	Agence Suédoise de Migration
17	Suisse	Secrétariat d'Etat pour la Migration
18	Royaume Uni	Home Office- Immigration Enforcement

